

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 24 NOVEMBRE 1984

PRIX ANTILLES 2 F 50 FRANCE 3 F 00

Pour la construction

d'un parti ouvrier

Martinique et en

Pour l'émancipation

Martinique et de

Pour la reconstruc -

tion de la IVéme

Internationale.

de

des peuples

révolutionnaire

Guadeloupe.

Guadeloupe.

Editorial

Vive les travailleurs en grève!

Tous ces jours-ci, on a vu les travailleurs à la lutte. Ceux de l'entreprise Figuières, chargés de la plus humble des tâches, ramasser les ordures de tous dans les rues. Ceux des PIT à Pointe-à-Pitre, qui ont fait reculer une décision de licenciement, ceux des hôpitaux à Pointe-à Pitre, qui ont refusé les résultats d'un concours douteux. En de nombreuses petites entreprises, dans des services publics, les travailleurs ne se laissent pas réduire à la misère, ils se battent.

Les supermarchés de Guadeloupe étaient en grève jusqu'au 21 novembre. Oh, certes, les revendications sont quelquefois modestes mais elles signifient quand même que nous travailleurs n'acceptons pas les plans faits contre nous par les patrons et par le gouvernement. Ceux-ci invo-quent la nécessité de freiner la haus-

se des salaires. En réponse nous nous battons pour avoir des hausses de salaires, pour diminuer les heures de travail. Nous avons la volonté de ne pas laisser les riches s'enrichir pendant que nous mêmes, travailleurs, serions contraints d'accepter des conditions plus dures, des salaires réduits par l'inflation, ou carrément

bloqués par les patrons. Les luttes qui se déroulent dans les entreprises à Pointe-à-Pitre, à Fort-de-France, dans le commerce, dans les zones industrielles, dans les services publics, constituent un démenti flagrant à tous ceux qui veulent nier l'existence et le poids de la classe ouvrière. Et les remous qui agitent aujourd'hui les travailleurs de la fonction publique, vont encore renforcer la détermination de l'ensemble des travailleurs. Si notre classe aujourd'hui se bat pour refuser les plans des patrons, et ceux du gouvernement, plan d'austérité, plan de rigueur, elle peut être capable aussi de dire comment elle voit

l'avenir de nos pays. La société, son économie, son fonctionnement tout entier, la production, la commercialisation, l'information, les banques, tout repose sur notre classe, c'est nous qui sommes la force vive et déterminante du peuple. Et si nous comprenons qu'il ne faut pas borner nos luttes à la défense quotidienne de nos intérêts, mais dire aussi ce que nous voulons pour l'avenir, eh bien, nous pourrions constituer une force décisive pour construite cet avenir.

Et c'est dans les luttes d'aujourd'hui en dirigeant nous-mêmes nos luttes, en exigeant que tous ceux

Suite page 4

FONCTION PUBLIQUE: tous en grève contre la baisse des salaires



A ce jour il apparait clairement qu'il y a attaque contre les salaires de ces travailleurs. Les déclarations de Lemoine, ministre des DON, sur le fait que le gouvernement a décidé de geler les 40 % ont été diffusées et rediffusées sur les ondes. Et ceux qui n'y croyaient qu'à moitié comprenant bien que leurs salaires seront finalement amputès par cette opération. Lemoine â décortigué la signification du mot geler. Il sait ce que peut faire l'inflation. Il donne un exemple du gel pour une augmentation de 2 % des salaires. Le travailleur perdra, dit-il, 80 centimes. Souvenons-nous seulement que le SMIC (anciennement SMIG) ne dépassait pas 500 F en 1968. Si le SMIC avait été gelé à cette époque, comment vivrait un smicart aujourd'hui avec 500 F par Suite page 2

Guadeloupe: Après 5 jours de grève, les patrons des supermarchés cèdent

vailleurs des supermarchés des Ets Reynoir et des Nouvelles Galeries a été to-

Les autres magasins à grande surface tels les Prisunic de la rue Frébault ou Abymes ont dû, eux aussi fermer leurs portes pendant plusieurs jours. Seul Clairville s'est montré plus malin que les autres patrons, et, tout calcul bien fait, s'est dépéché de signer une augmentation des salaires de 3 % avec ses employés.

Le syndicat MASU, syndicat des employés des Ets Reynoir et des Nouvelles Galeries, réclamait une augmentation de 3 % pour les trois derniers mois de l'année 1984, pour compenser la hausse des prix.

Delavignes, le patron des ETs Reynoir particulièrement arrogant, ne voulait donner que 1,70 % d'augmentation. Après plusieurs rencontres avec l'ensemble du patronat, ceux-ci (les patrons) ne voulaient pas lâcher plus de

grands magasins ont donc fermé leurs portes les uns après les autres. Dans certains cas, comme à Nouvelles Galeries, les travailleurs sont restés dehors bien que le patron ait ouvert les portes du magasin.

Mais aucun travailleur n'a été intimidé et n'a tenté de rentrer.

Dans d'autres, comme au Gourmet Shop de Saint-François ou au dépôt de Jarry l'arrêt de travail s'est fait après que des délégations de grévistes soient venus entraîner leur camarades. Mais dans l'ensemble, les travailleurs des magasins des Ets Reynoir et Nouvelles Galeries étaient mobilisés. Ils se retrouvaient nombreux lors des assemblées générales qui se tenaient chaque soir, et participaient aux piquets de grève devant les portes de certains magasins.

Tout au long du mouvement, les travailleurs ont montré de la détermina-

Lors d'une rencontre avec le patronat le jeudi 15 dans la nuit, ils ont

Dès le jeudi 15 novembre, les constaté que les patrons des Ets Reynoir et de la Nouvelles Galeries s'alignaient sur la position de Paulin, patron des Prisunic Abymes et Léonard. Celuici bloquait la négociation à 2,5 % d'augmentation maximum. Les grévistes décidèrent donc de faire pression sur ce patron.

Paulin qui donnait le ton aux autres patrons pour durcir la négociation était désormais placé sur le même pied qu'eux : à partir du samedi matin, les travailleurs de ses magasins qui ne s'étaient pas prononcés vraiment pour la grève, restaient enfermés à l'intérieur du magasin. Paulin ne pouvait plus faire rentrer d'argent dans ses caisses.

Le lundi matin, les grévistes décide rent de manifester leur colère en faisant un barrage à l'entrée de le rue Frébault.

A la suite de cette nouvelle manifestation, le syndicat MASU accepta la proposition d'une rencontre entre syndicat et patrons à la préfecture de Basse-Terre. Après deux rencontres,

Suite page 3

Martinique: REDECOUPAGE CANTONAL

polémique autour d'un fromage.

Depuis quelques semaines le monde politique martiniquais s'excite autour du projet de redécoupage cantonal proposé par le Préfet Chevance, à l'occasion des prochaines élections cantonales de Mars 1985.

Le projet préfectoral consiste en plusieurs volets : — tout d'abord, augmentation du nombre de cantons qui passerait de 36 à 42. — Ensuite redécoupage d'un certain nombre de cantons surpeuplés. Fort-de-France passerait de 4 à 10 cantons, Lamentin de 1 à 3, des communes comme François, Robert, Sainte-Marie seraient dédoublées. - Enfin on regrouperait ensemble des cantons réputés trop petits, par exemple Macouba et Grande-Rivière, Morne-Vert et Carbet, etc.

Dans toute cette affaire, ce serait la droite qui ferait les frais, tandis que les cantons de gauche seraient dédoublés et la gauche gagnerait ainsi des sièges.

Il n'en a pas fallu plus aux hommes politiques de droite pour mener toute une agitation sur le thème de la . . . Sécession, faisant passer Chevance pour le commissaire du PPM, c'est-à-dire, un personnage au service du parti de Césaire ! Ces messieurs de la droite ont même créé un «Comité de Salut Pu-

Guadeloupe:

LES VRAIS **PRIVILÉGIÉS**

Le journal «Le Canard enchaîné» du 7 novembre dernier fait état d'une escroquerie dont-nous citons- «les victimes sont presque toutes françaises et une bonne part appartient au gratin de la bourgeoisie guadeloupéenne». Les dites victimes auraient donc perdu 90 à 200 millions de francs (soit 9 à 20 milliards de centimes). Un banquier les a escroqués. Cet individu, Abollivier, leur promettait, s'ils voulaient éviter le fisc, de bénéficier, sur leurs dépots, d'intérêts de 20 % par an, versés de la main à la main. Il a donc recu des sommes énormes de clients de la filiale de la quatrième banque américaine, la Manufacturers Hanover Banque Nordique. Cela pendant près de dix ans. Il payait les intérêts aux premiers avec l'argent remis par les suivants. Cela lui permit de s'acheter, toujours selon le Canard Enchaîné, un bel appartement à Par's, des villas sur la côte d'Azur et en Guadeloupe, et de mener grand train. L'affaire aurait pu continuer si un client n'était venu reclamer son argent à un autre responsable de la banque qui s'aperçut que nulle trace de ce client n'apparaissait dans la comptabilité officielle de la banque.

Pour ce qui nous concerne en Guadeloupe, il est intéressant de noter que certains clients d'Abollivier ont pu lui remettre «en toute discretion», des dépots «dont certains atteignaient sept millions de francs, toujours en espèces» Et ce journal ajoute qu'après l'arrestation d'Abollivier «beaucoup de ses clients ne se sont jamais manifestés. Ils ont plutôt préféré une perte sèche plutôt que d'affronter les questions indiscrètes....sur l'origine de ces capitaux».

Comme quoi, s'il y a des pauvres en Guadeloupe, il y en a aussi qui peuvent accepter de perdre jusqu'à sept cent millions de centimes. Des sommes qu'aucun travail même forcené ne pourra procurer à un ouvrier. Et ces privilégies là ne sont pas ceux que Lemoine a choisi d'attaquer.

LACKY DAYS

Il faut dire que le redécoupage can tonal s'il a lieu ne pourra que corriger certaines injustices.

En effet, avec le système actuel certains cantons, comme Grand-Rivière ou Fonds-Saint-Denis qui ont à peine plus de 1000 habitants élisent chacun un conseiller général comme le Lamentin qui compte 26.000 habitants ! Et comme par hasard, l'écrasante majorité de ces petites communes élisent des conseillers généraux de droite, tandis que les gros cantons ont dans leur qua-

si-totalité des représentants de gauche. Une pareille situation faisait qu'avec moins de voix au total, les formations de droite ont deux fois plus d'élus au Conseil Général que les formations de gauche. Et contre l'iniquité de ce système, la droite n'avait jamais protesté : elle en bénéficiait.

Alors, le redécoupage soulève les émois de ces messieurs qui proposent de conserver les cantons minuscules et de créer le moins possible de nouveaux cantons favorables à la gauche. Ces

messieurs poussent de hauts cris et font comme si la face du monde risque d'être changée parce qu'on aurait mis des limites à leur appétit!

Quant à la gauche, que le redécou-page favorise, essentiellement le PPM et la Fédération Socialiste, elle ne dit pas grand chose pour l'instant et s'en remet aux décisions que pourraient prendre les chefs blancs, là-bas en

France.
Mais là, il se pourrait qu'elle se prépare des lendemains qui déchantent, car ce gouvernement ayant montré son respect vis à vis des forces de droite et des représentants directs des capitalistes, les espérances de la gauche peuvent très bien être déçues, le gouvernement reculant une fois de plus.

Quant à entraîner un changement réel pour les travailleurs, redécoupages ou pas, il est certain que le futur Conseil Général n'y pourra rien. Mais là n'est pas son but, même si les politiciens professionnels ont pour habitude de promettre la lune aux électeurs. . . avant le vote!

J. BRUEL

Guadeloupe: LAMENTIN:

GREVE AU LEP

Depuis le lundi 19 novembre, les élèves du LEP du Lamentin sont en grève et refusent de continuer à travailler dans les ateliers où de graves problèmes de sécurité se posent.

Après les récentes pluies, les ateliers ont été complètement inondés. Les installations électriques (machines et circuits) ont reçu de l'eau, ce qui repré-sentait des risques d'électrocution. Dans l'atelier métallerie, certains appareils ont même emmagasiné de l'eau à l'intérieur du moteur. Les postes de soudure où les élèves travaillent en utilisant constamment de l'électricité ont recu également de l'eau. Dans la salle de mesures où les élèves travaillent sous haute tension (avec 380 volts) sur des tables électriques, là aussi l'appareillage à été innondé. Dans tous les ateliers (bâtiments, menuiserie) où il y a des machines électriques, ce sont de véritables mares d'eau atteignant parfois 10 centimètres de hauteur qui ont recouvert le sol et les installations électriques pour la plupart n'ont pas été épargnées.

En plus de ce grave danger que constitue le risque d'électrocution, il en existe d'autres pas moins importants. Dans les salles de dessin, c'est le plafond qui s'est fissuré à cause d'importantes infiltrations d'eau. Dans une salle, c'est tout un morceau du béton qui s'est détaché du plafond.

Le bâtiment qui regroupe les salles dessin semble s'affaisser d'un côté ce qui laisse à penser que cet affaissement serait lié au problème d'étanchéité du toit celui a comment serait lie au problème d'étanchéité du toit, celui-ci ayant emmagasiné proba-blement une quantité importante d'eau qui augmente le poids des matériaux.

Toutes ces infiltrations d'eau apparaissent au niveau de tous les ateliers ce qui prouve que c'est l'ensemble du bâtiment qui a un problème d'étanchéité au niveau de la toiture.

Dès les premières pluies élèves et professeurs ont refusé de travailler dans de telles conditions d'insécurité.

Le Samedi 17 novembre plusieurs

parents d'élèves sont venus constater l'état des lieux.

Le lundi c'est l'ensemble des élèves qui s'est mis en grève. Ils ont manifesté le jour même dans les rues du Lamentin et une délégation a rencontré le Maire.

Parents, professeurs et élèves ont adressé plusieurs télex aux représentants de l'administration et aux élus départementaux, exigeant : un déblocage de crédits pour des travaux immédiats.

Depuis sept ans, au LEP du Lamentin ce sont les mêmes problèmes qui se posent dans les ateliers. Les élèves ont eu l'occasion de faire grève chaque année pour dénoncer l'insécurité au moment des pluies. On en arrive aujourd'hui aux problèmes plus graves : risque d'accident mortel, détérioration du matériel électrique, et manque de résistance des locaux. Les représentants de l'administration ont toujours été avertis de ces problèmes.

Mais ils ont toujours eu la même attitude d'irresponsabilité et d'imprévovance face à l'insécurité dans les ateliers. Tant qu'il n'y a pas eu de morts ils laissent les choses empirer.

To feet reproceed to of

Le vice-recteur qui a reçu lundi après-midi une délégation composée de parents, de professeurs, et d'élèves n'a donné aucune garantie quant à des réparations urgentes. Tous ces représentants de l'administration attendent-ils que les élèves reprennent les cours en espérant qu'il n'y aura plus mauvais temps ? Seulement là où ces responsables se trompent c'est qu'il ne s'agit pas seulement de mauvais temps mais bien du vieillissement des locaux non entretenus et qui ne résistent pas aux intempéries. Les élèves du LEP du Lamentin sont bien décidés à faire savoir qu'ils ne sont pas prêts à risquer leur vie. Ils ont décidé de poursuivre leur action, jusqu'à ce que les travaux soient entrepris réellement et valablement.

Fonction publique : tous en grève contre la baisse des salaires

SUITE DE LA PAGE 1

mois? Oui, geler cela veut dire, à terme réduire les 40 % à une somme dérisoire. Lemoine a aussi annoncé autre chose. Il a mis en place une commission d'enquête chargée de vérifier l'écart entre les prix de France et ceux des DOIvi. Les résultats ne sont pas encore donnés mais, en attendant le gouvernement gèle. Pour lui, autant que le gouvernement commence à faire des économies tout de suite. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. C'est la crise. Le budget de la France est en déséquilibre, sa balance commerciale est déficitaire, les capitalistes sont chaque jour plus exigeants. Ils veulent des subventions. Alors il faut trouver de l'argent... Par exemple dans la poche des travailleurs des DOM. L'opération semble aisée. D'abord le gouvernement fait une propagande intensive sur le fait que les travailleurs des DOM sont des privilégiés. Il essaie de leur donner mauvaise conscience. Ensuite il plonge la main dans leur poche.

Bien sûr, il y a des injustices en Martinique et en Guadeloupe. D'abord le SMIC, 20 % moins élevé qu'en France. Alors évidemment il y a une grande différence entre le smicard du commerce et celui qui, dans l'administration, a pour salaire de base le smic de métro- en 1938 lorsque la mobilisation des pole, auquel on ajoute les 40 %.

rer ce travailleur comme étant riche ? baisses de salaires, des licenciements La solution n'est-elle pas plutôt d'aug- chez les fonctionnaires, tout cela acmenter les plus bas salaires du privé 3 Compagné de répression.

The state of the s

Cela, le gouvernement refuse de l'imaginer. Il préfère continuer à plaire aux capitalistes des DOIvi et leur laisser le privilège d'avoir des ouvriers sous-payés. Les nationalistes (UPLG, PPM et autres) se réjouissent du choix du gouvernement français. Ces gens là trouvaient déjà que les salaires des ouvriers étaient trop élevés et certains annoncent même clairement qu'ils prévoient, pour l'indépendance, telle qu'ils la veulent, que les travailleurs devront se contenter de maigres salaires pour permettre à une poignée de privilégiés des classes moyennes de vivre bien

Aux travailleurs eux mêmes de manifester un refus catégorique aux décisions du gouvernement. Céder aujourd'hui serait laisser à ce gouvernement le droit d'envisager les pires attaques contre les travailleurs de Guadeloupe et Martinique. Aujourd'hui on gèle les 40 %. Demain ce seront les allocations familiales ou les allocations chomage. Ou encore il pourra décider que les travailleurs dits titulaires pourront être licenciés. De telle décisions ne sont pas pure imagination. En France même, peu avant la seconde guerre mondiale, grèves de 1936 fut tombée, le gouver-Mais peut-on, décemment, considé nement avait réussi à imposer des

Alors céder aujourd'hui serait préparer le terrain à des défaites pour les travailleurs des prétendus DOM.

Et ne sont ni les bourgeois, ni les petits-bourgeois, indépendantistes ou pas, qui s'émouvront du sort des smicards de la fonction publique. Ceux de la DASS, des hôpitaux, des PTT, de la Préfecture et de toutes les administrations, les employés de mairie et tous ceux assimilés à la fonction publique, pourront, en se mobilisant, annuler effets des commissions d'enquête et autres gadgets et montrer au gouvernement et à ceux qui appuient sa décision que les travailleurs se préoccupent de leurs affaires et refusent le droit aux exploiteurs de décider s'ils pourront construire ou non, acheter une voiture ou pas. Les travailleurs des DOM doivent pouvoir décider ce qu'ils voudront consommer ou pas. Ce n'est pas au gouvernement français de décider si c'est trop ou trop peu. Cette responsabilité là est celle des travailleurs.

Le gouvernement français avait reculé sur le problème de l'heure d'été sous la pression des travailleurs. Mitterrand avait timidement tenté de proposer cet horaire à nouveau. L'opération fut mort-née. Qu'il en soit de même pour le gel des 40 %. Un véritable coup de colère des travailleurs peut l'y contraindre.

Deshaies: LES EMPLOYÉS DE CANTINE POURSUIVENT LA GREVE

Cela fait plusieurs jours au moment où nous écrivons que les employés de la Cantine de Deshaies sont en grève.

Ils protestent contre le fait que le maire, Mr Collette Barré, a récemment embauché une vingtaine d'employés supplémentaires qu'il entend payer en réduisant le salaire des 32 employés en poste depuis plusieurs années. La position des employés en grève est la sui-vante : Mr Barré peut embaucher qui il de la loi sur la décentralisation en ma-veut mais ils ne sont pas d'accord qui leurs salaires soient amputés pour ce

Mardi 20 novembre les employés se sont retrouvés seuls face à la mairie alors qu'ils avaient rendez-vous avec le maire et des conseillers municipaux. Mr Barré n'a même pas le courage de se retrouver face à face avec des employés en grève. Et c'est de même Barré qui ne se gêne nullement pour faire un com-muniqué dans lequel il demande aux employés de penser aux enfants de Des-haies. Pourquoi lui-même n'y a-t-il pas pensé en daignant venir à un rendezvous qu'il avait lui même pris?

C'était pour lui une occasion de montrer que lui au moins s'en souciait et qu'il était prêt à régler au plus vite ce conflit. Les habitants de Deshaies apprécieront sans doute les propos «sentimentaux» de Mr Barré à l'égard de leurs enfants.

En attendant les employés de la cantine sont bien en droit de se battre pour que l'on ne touche pas à leurs sa-

Mais Deshaies n'est pas la première commune où des employés de cantine se trouvent en butte soit à des menaces sur leur salaire, soit à des menaces sur leur emploi. A Ste-Rose c'est leurs horaires de travail que le maire voulait réduire, au Lamentin c'est près de la moi-tié des employés qui sont menacés de perdre leur emploi.

veut mais ils ne sont pas d'accord, que tière de gestion des œuvres sociales communales. Elle place la gestion des cantines sous la responsabilité de la caisse des écoles directement contrôlée par les agents du Trésor. Alors certes on peut voir dans ces nouvelles dispositions un moyen de mettre fin au «clientélisme» pratiqué par les maires, mais ce qui est remarquable c'est qu'elles accompagnent d'une réduction non moins sensible des budgets jusqu'àlors alloués. C'est donc bien, cette décentra-lisation, un moyen pour le gouverne-ment de faire des économies! Et comme de bien entendu ce sont toujours les mêmes qui en font les frais, c'est-à-dire les pauvres et les travailleurs.

> C'est pourquoi la lutte engagée par les employés des cantines est juste et légitime, car seule la lutte peut les mettre a rapri des mauvais coups que leur réserve une politique de rigueur et d'austérité mise en place par un gouvernement de gauche au service, tout comme ceux de droite, de la bourgeoisie et des

Gosier: A PROPOS DE LA SABLIERE: le préfet commissaire devant le tribunal administratif le 30 novembre prochain!

sier est loin d'être achevée. Le comité populaire du Gosier, le comité pour la défense du patrimoine de la commune ainsi qu'une fraction du conseil municipal, dans laquelle l'on retrouve majorité et opposition ont engagé cette semaine une campagne d'explication en direc-

tion de la population du Gosier.

De plus c'est le 30 novembre, dans moins de 10 jours, a sur plainte de la Ligue de défense du patrimoine que le préfet commissaire de la république, Mr Saborin, sera entendu devant le tribunal administratif. Il devra notamment s'expliquer sur les raisons qui l'ont amené à accorder l'autorisation aux exploitants de sable, en dépit d'un avis con-tradictoire d'une commission de scientifiques résidant en Guadeloupe.

Quoique l'évènement mérite d'être relevé, car ce n'est pas souvent que l'on voit un haut représentant du gouver-

L'affaire dite de la Sablière du Gomement colonial devoir venir s'expliest loin d'être achevée. Le comité quer devant un tribunal, les habitants pulaire du Gosier, le comité pour la du Gosier auraient tort de se faire trop d'illusions là-dessus. Peut-être le gouvernement a-t-il décidé d'agir ainsi pour mieux endormir leur vigilance et arrêter en conséquence toute mobilisation contre la poursuite de l'exploitation du sa-Le tribunal s'en occupe, laissons le faire, pourront dire cer-tains, et c'est peut-être tout simplement que cherche le gouvernement.

> Alors il est utile que la population du Gosier se mobilise et soit la plus nombreuse à se rendre le 30 novembre au tribunal. Mais c'est plus sur sa capacité à poursuivre son action au delà du 30 novembre que sur le tribunal administratif qu'elle devra compter si elle veut vraiment mettre un terme à l'exploitation néfaste du sable entreprise par la sablière.

COMMUNIQUE de la CSTM

Le Lundi 26 novembre 1984 à 8 heures, Marc Pulvar, Secrétaire Général de la C.S.T.M. est convoqué devant le Tribunal Correctionnel du devant le Tribunal Palais de Justice de Fort de France.

Chacun se rappelle que le 8 décembre 1983, le Secrétaire Général de la CSTM a échappé à une tentative d'assassinat perpétrée par deux «DOCS» de la milice patronale mise sur pied par Mr Yves Hayot, PDG des Ets Laurent de Laguarigue durant la grève des travailleurs de l'entreprise syndiqués à la C.S.T.M.

Marc Pulvar, étant allé porter plainte à la Gendarmerie de Fort de France le même jour a été jeté en prison et il y est ! resté 50 jours au motif qu'il avait dû se défendre pour échapper à la mort.

Il a fallu la mobilisation de nombreuses organisation martiniquaises patriotiques, anti-colonialistes, et démocratiques, plusieurs manifesta-tions de rues de milliers de travailleurs martiniquais pour arracher le Secrétaire Général de la C.S.T.M. des griffes de la Justice colonialiste complice des gros patrons békés.

ABONNEMENT

6 mois 12 mois

Guadeloupe 50 F 100 F

100 F Martinique 50 F

70 F 140 F France

Je désire m'abonner au journal Combat Ouvrier pour une période de..... mois.

THEO SECTION Prénom :

Adresse : ining garage was the second

ci-joint la somme deF réglement par chèque adressé à Gerard Beaujou". B.P 214 Pointe-àog at renimpted bis Pitre Cédex.

nent, le liebre et la fin, le contenu négo auvus onsii n pa décibil er rore.

Martinique:

SICFOMA (Établissement Diarté) les travailleurs en lutte

vailleurs de chez Diarté, entreprise de que le paiement des jours de grève. charpente métallique, sont en grève

Les travailleurs se sont mis en lutte d'abord pour protester contre le licenciement de l'un d'entre eux, licencie-ment survenu dans des conditions pour le moins curieuses : en effet, pendant les vacances, le patron, Diarté, avait li-cencié environ la moitié de l'effectif total (plus de 20 personnes), pour fin de travaux. Un d'entre les travailleurs avait effectué son préavis puis avait continué à travailler le mois suivant son préavis, toujours chez Diarté. Et ce n'est qu'à la paye que le patron découvrait son «erreur». Il prétendait, après avoir fini de presser l'ouvrier le licencier définitivement. Les travailleurs ne l'ont pas entendu de cette oreille et ont contraint Diarté à revenir sur cette décision.

Continuant sur leur élan, après la Toussaint, les travailleurs ont dressé un cahier de revendications et ont exigé entre autres le 13ème mois, la recon-

Depuis le mardi 30 octobre les tra- naissance de leur qualification, ainsi

Depuis cette date, la grève continue. Les travailleurs sont en butte à l'arrogance du sieur Diarté, petit exploiteur qui amasse de coquettes sommes sur la sueur des ouvriers martiniquais et aussi guadeloupéens (son entreprise est aussi implantée en Guadeloupe).

Diarté a même menacé de fermer purement et simplement l'entreprise et de donner le travail en sous-traitance si la grève continuait, ce qui est une véritable provocation doublée d'une illéga-

Les travailleurs eux ne l'entendent pas de cette oreille et continuent leur combat. Les 25 grévistes se réunissent en commun et prennent leur décision

en assemblée générale. Des tracts ont été distribués au cours de la semaine passée sur plusieurs chantiers du bâtiment puisque Diarté, entreprise de charpente métallique travaille en commun avec certaines entreprises du bâtiment, comme Nord France, à Belle Fontaine où se situe son

principal chantier.

Guadeloupe **ELF GRAND CAMP LESTRAVAILLEURS** CONTINUENT LEUR GREVE

Vendredi prochain, il y aura un mois que les travailleurs de Elf-Grand-Camp ont entamé une action de grève.

Ces travailleurs réclament : - la semaine de 39 heures

- Une prime d'ancienneté équivalent à 3 % de leur salaire à partir de la 3ème année et 1 % supplémentaire par année

une prime de transport de 250 frs - une prime de caisse de 150 frs

- un treizième mois

Dans un premier temps le gérant de la station était d'accord pour leur accorder la semaine de 39 heures plus la prime de transport. Les négociations achoppaient sur le 13ème mois et les autres primes.

En dépit de ce désaccord les salariés et le gérant ont continué à se rencontrer. Il y a même eu des rencontres en présence de l'inspection du travail. Mais tout récemment la situation s'est quelque peu détériorée. Et ce lorsque, en présence de l'inspecteur du travail, le gérant s'est permis de les traiter de paresseux et de fainéants.

Les travailleurs en ont été profondément vexés et ont réclamé que le gérant présente ses comptes.

Pour l'heure le gérant n'a toujours présenté de comptes.

La lutte des travailleurs de Elf Grand-Camp continue et leur détermination est grande. Nul doute que s'ils continuent dans cette voie ils feront plier le gérant de la station.

St. DOMINGUE:

NOUVELLES EMEUTES CONTRE LA PAUVRETÉ

A St Domingue, la population est à nouveau descendue dans la rue pour manifester contre l'augmentation des prix ... des produits de première nécessité et la faiblesse des salaires.

Au cours des derniers mois, la population s'était déjà révoltée contre l'augmentation des prix, qui rendaient inaccessibles à la population des ali-ments de base tels que le pain ou le lait.

Les affrontements avec la police au cours des émeutes avaient fait morts et

Plus récemment, les étudiants étaient eux aussi descendus dans la rue pour protester contre l'augmentation importante du prix des transports et des livres. Là aussi, les heurts avec la police avaient été très violents.

Aujourd'hui, la population révoltée demande une hausse des salaires de 60 à 100 dollars, la baisse des prix, alors que le prix du lait à augmenté de 35 %. Elle demande également la rupture des relations du gouvernement dominicain avec le Front Monétaire International.

A cause de la crise économique, le gouvernement se voit dans l'impossibilité de rembourser normalement les det-tes contractées auprès du FMI. Pour continuer ses prêts, le FMI a imposé au gouvernement dominicain toute une série de mesures économiques d'augmentation des prix qui mettent la popula-tion pauvre au bord de la famine.

Cependant, ce sont 40.000 personnes qui sont descendues dans la rue, démontrant que la population n'accepte pas ces mesures.

Après cinq jours de grève, les patrons des super-marchés cèdent SUITE DE LA PAGE 1

lundi et mardi après-midi, les patrons ont signé une augmentation de 2,5 % à partir d'octobre et 0,5 % en plus à partir de décembre. Le syndicat, lui, acceptait d'engager les négociations salariales de 1985 à partir du 15 avril au lieu de janvier.

Ce n'était donc pas une victoire to-

Les patrons ont montré combien ils sont décidés à faire les travailleurs payer très cher la moindre petite aug-

mentation. Ils ont mis cing jours pour passer de 2,2 à 3 %, ce qui est minime par rapport à la quantité d'argent qu'ils font rentrer dans leurs caisses.

Mais à leur tour, les patrons ont pu se rendre compte que les travailleurs n'acceptaient pas de voir rogner leurs salaires déjà si maigres. Et ils ont été obligés de lâcher du lest.

Les grévistes ont repris le travail le mercredi 21 novembre, la tête haute.

CHILI:

répression massive contre la volonté de changement de la population.

Le 6 novembre dernier le gouvernement dictatorial de Pinochet décrétait l'état de siège au Chili face à la montée du mécontentement et de l'opposition la dictature. Depuis, arrestations. bouclages de quartiers, emprisonnements massifs se succèdent. Cela rappelle l'époque tristement célèbre de la répression de ce même Pinochet après son coup d'état contre Allende en

Le jeudi 15, la police encerclait un quartier de Santiago, la Victoria, dans la banlieue ouvrière. Plus de 5000 personnes furent conduites dans un stade. Là plusieurs furent interrogées, battues, dénoncées par des indicateurs en cagoule. Près de 300 d'entre elles furent détenues.

Toutes les maisons du quartier avaient été auparavant fouillées de fond en comble par la police secrète et des policiers armés de fusils mitrail-

leurs. D'après le témoignage d'un religieux, repris par le journal «Le Monde» : «Les hommes sont dépouillés de leurs vêtements, de leur argent et de leur montre. Ils sont collés au mur, les yeux bandés. L'interrogatoire commence : identité, appartenance politique, lieux de réunion, noms des dirigeants et des militants. Avant de se retirer en compagnie de leur prisonnier, les agents de la CNI peignent un triangle bleu sur la porte».

Depuis l'instauration de l'état de siège, 700 personnes ont été incarcérées. 400 d'entre elles ont été emmenées vers des lieux de détention clan-destins. Et l'on sait de longue date que dans ces fameux lieux de détention clandestins sont pratiqués la torture ou l'assassinat pur et simple.

L'opposition a appelé a de nouvelles journées de protestations les 27 et 28 novembre prochain.

NOUVELLE CALÉDONIE:

BOYCOTT DES ÉLECTIONS

Dimanche 18 novembre se sont déroulées en Nouvelle Calédonie les élections territoriales.

Des indépendantistes calédoniens réunis au sein du FLNKS (Front de Libération Nationale Kanake Socialiste) avaient décidé le boycott de ces élec-tions, si le droit de vote n'était pas réservé uniquement aux Calédoniens nés sur place, et dont les parents, père et mère, sont nés eux aussi en Nouvelle Calédonie.

Une telle revendication s'explique par le fait que dans ce Territoire d'Outre mer de la France, la population kanaque (d'origine mélanésienne) constitue moins de la moitié de la population

Depuis 1853, la Nouvelle Calédonie est une colorie de la France. De nombreux Français, qui constituent une couche privilégiée de la population. sont venus s'installer dans ce pays, attirés en particulier par les richesses minières. Ils représentent 35,65 % de la population. 20 % environ sont des Wallisiens, Tahitiens et Indonésiens.

On comprend que dans ce cas, la population Kanaque, qui dans sa majorité est favorable à l'Indépendance, ne peut avoir gain de cause aux élections. C'est ce qui a motivé la décision du FLNKS.

Des manifestations violentes organisées par le FLNKS ont éclaté durant tous les jours qui ont précédé les élections. Des barrages routiers ont été édi-

Le jour des élections, dimanche, les partisans du boycott sont intervenus dans les bureaux de vote, et dans de nombreux bureaux, les élections n'ont pas suivi un cours normal.

Lundi, les barrages routiers et les manifestations ont continué dans tout le pays. Des bâtiments publics ont été incendiés, des mairies occupées. Dans la ville de Thio, plusieurs centaines de mélanésiens ont occupé une gendarmerie durant une journée, bloquant à l'intérieur les gendarmes et leur famille. Une autre gendarmerie à également été occupée dans une file dépendante.

Si les élections ont pu avoir lieu, grâce surtout aux votes de la population Caldoche, d'origine européenne, qui ont porté leurs voix sur le député RPR Jacques Lafleur, le boycott organisé par les partisans de l'indépendance a donc été un succès. Si le calme a été relativement maintenu dans la capitale Nouméa, où la population caldoche est nombreuse, et que les élections s'y sont déroulées à peu près normalement, les manifestations de colère de la population ont éclaté dans toute le reste du pays. Dans les circonscriptions à forte population mélanésienne, il y a eu 80 % d'abstention, 50 % sur la totalité du Territoire.

La colère de la population mélanésienne n'a pas attendu ces élections pour se manifester. Depuis longtemps, les partisans de l'indépendance sont nombreux dans la population kanaque, et celle-ci est décidée à en finir avec la domination de la France et des riches Caldoches.

Ils ont montré à l'occasion de ces élections qu'ils ne sont pas prêts à attendre le référendum promis par Mitter rand pour 1989, pour obtenir ce qu'ils veulent.

AFRIQUE DU SUD:

La semaine dernière, en Afrique du

GREVES ET REPRESSION.

Sud, la repression a frappé cette fois des syndicalistes, et à grande échelle. Après la grève générale du Transvaal qui fut un succés pour les travailleurs et les syndicats noirs, le pouvoir raciste a voulu montrer que tout cela n'aura pu se faire impunément. C'est ainsi que tour à tour : Chris Dlamini, président de la fédération des syndicats sud-africains (FOSATU), Thami Mali, président du Comité d'organisation de la grève, Iphraim Monareng, président du congrès des jeunes de Soweto, Lord Mc Camel, de l'association civique du Vaal ont été arrêtés.

Le Vaal étant la région qui a connu le plus d'émeutes ces derniers mois. En plus de ces dirigeants, de multiples arrestations ont eu lieu depuis celles qui ont été opérées dans la rafle des ghettos il y a quelque temps.

Mais toutes ces arrestations, toute cette repression n'entame en rien la lutte des noirs, que ce soit les travailleurs ou les jeunes des ghettos. Dans la région de Grahamstone, 70 % des travailleurs de la région ont fait une grève générale de 24 H (dans l'est de la province du Cap). Cette grève générale coincidait avec l'enterrement d'un jeune manifestant

noir tué la semaine précédente d'une balle en caoutchouc tirée par la police.

D'autre part, dans les ghettos, on assiste de plus en plus à des représailles de manifestants et groupes noirs antiapartheid contre les noirs qui aux yeux de la population collaborent avec le pouvoir blanc. C'est ainsi que plusieurs conseillers municipaux, certains maires sont systématiquement pris à par-ti et certains ont été carrément abattus. Depuis septembre, quatre conseillers municipaux de ce type ont été abattus. On assiste donc à une vague de démissions de conseillers municipaux noirs affirmant maintenant que le système de gestion municipal du pouvoir a échoué.

Tous ces événements montrent que la poussée de colère des noirs surgie en août et septembre n'a en fait jamais cessé

Il y a cependant un fait nouveau, c'est, après les lycéens et les jeunes des ghettos, l'entrée en scène des travailleurs dans leurs entreprises et dans leurs quartiers : après le succès de la grève des mineurs, puis celle du Transvaal, les travailleurs noirs semblent de manière organisée prendre le chemin de la lutbeaucoup plus grande le pouvoir blanc. Car les flambées de colère des jeunes

des ghettos si elles sont significatives ne touchent pas vraiment le point sensible. le cœur de la bourgeoisie blanche. Il en est autrement dans les mines, les usines et autres entreprises. C'est pour cette raison que le pouvoir n'a pas tardé à réagir et a emprisonné aussitôt tous ceux qui dans les dernières grèves avaient pu jouer un rôle dirigeant.

La déclaration du ministre de l'intérieur, Frédéric De Klerck est d'ailleurs édifiante sur ce point : «le gouvernement n'autorise pas le monde écono-mique et social à devenir un champ de bataille politique, quelle que soit notre impopularité à l'extérieur, nous prendrons des mesures dures contre les instigateurs, les pillards et les radicaux. L'ordre sera maintenu».

Pour le moment ce sont les syndicats qui semblent prendre la direction des luttes ouvrières contre l'apartheid, mais certainement sous la pression des travailleurs révoltés contre la situation qui existe en Afrique-du-Sud. Et il n'est pas dit que demain ces derniers n'iront pas plus loin, car c'est la première fois depuis les années soixante qu'ils poussent les syndicats à entamer des luttes à caractère politique, te. Et cela inquiète dans une mesure remettant directement en question le système d'apartheid.



Suite de l'éditorial

qui parlent en notre nom dans ces luttes soient élus par nous, que nous nous préparons pour l'avenir. Il n'y a aucune raison que certains d'entre nous, même lorsqu'il s'agit de délégués syndicaux parlent en notre nom, prennent des décisions. négocient avec les patrons ou avec le gouvernement en notre nom, sans qu'ils se soient d'abord présentés devant tous ceux qui sont en lutte pour obtenir le mandat de le faire.

S'engager dans la lutte, se battre, résister à l'exploitation, est indispensable. Mais être les plus nombreux possible, à diriger directement ces luttes, à les organiser, à en déterminer le cours, le déroulement, le début et la fin, le contenu des négociations, constitue un pass plus décisif encore.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication G. BEAUJOUR Adresser toute correspondance EN GUADELOUPE à Gérard BEAUJOUR B.P. 214 97110 POINTE-A-PITRE **EN MARTINIQUE** B.P. 386 97204 FORT-DE-FRANCE EN FRANCE écrire à COMBAT OUVRIER Mr DUFEAL B.P. 42 92114 CLICHY CEDEX IMPRESSION Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L. Commission paritaire

No 51728